Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

34 | 2007

La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques

La bourgeoisie parisienne au début du XIX^e siècle : le cas du faubourg Saint-Marcel

*The Parisian bourgeoisie at the beginning of nineteenth century : the case of the
Faubourg Saint-Marcel*

David Garrioch

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1282>

DOI : 10.4000/rh19.1282

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2007

Pagination : 39-53

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

David Garrioch, « La bourgeoisie parisienne au début du XIX^e siècle : le cas du faubourg Saint-Marcel », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 34 | 2007, mis en ligne le 01 juin 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/1282> ; DOI : 10.4000/rh19.1282

Tous droits réservés

DAVID GARRIOCH

*La bourgeoisie parisienne au début du XIX^e siècle :
le cas du faubourg Saint-Marcel*

L'histoire sociale a-t-elle encore quelque chose à nous dire ? Au moment où beaucoup d'historiens retournent à l'histoire politique et intellectuelle ou préfèrent interroger les discours et les images, l'histoire sociale et économique semble en perte de vitesse. Cependant les questions qu'elle a posées restent pertinentes. Celle de la formation de la bourgeoisie se pose impérativement si l'on veut comprendre le système politique en France du Premier Empire à la monarchie de Juillet. Car ce système reposait sur des mécanismes de pouvoir au niveau local, dominés dans le cas de Paris par des bourgeois de quartier qui étaient aussi des bourgeois *parisiens*. Si l'on veut comprendre le fonctionnement de ces mécanismes, il faut étudier les relations sociales, sans négliger les idéologies, les institutions et les pratiques culturelles qui en sont inséparables. Car les nouvelles méthodologies de l'histoire culturelle ne s'opposent nullement à celles, plus anciennes, de la biographie, de la prosopographie et de l'histoire sociale, démographique et économique. Au contraire, interroger le développement du système social et politique de Paris au XIX^e siècle oblige à l'éclecticisme.

Le cadre choisi pour cette étude, le faubourg Saint-Marcel, peut paraître curieux, puisque ce quartier est surtout renommé pour sa pauvreté ainsi que pour son rôle dans le mouvement sans-culotte pendant la Révolution française. Il resta, dans les premières décennies du XIX^e siècle, l'un des quartiers les plus pauvres de Paris. Et pourtant ce faubourg misérable fut l'un des berceaux de la nouvelle bourgeoisie parisienne au XIX^e siècle. Grâce à la Bièvre, la petite rivière qui avait attiré dès le XVII^e siècle les tanneurs, les amidonniers et les blanchisseurs chassés du vieux centre de Paris, ce quartier contenait de nombreuses manufactures. Et dès le Premier Empire, malgré la puanteur permanente des tanneries et la présence d'une forte population ouvrière, il abritait des industriels fort riches. Ainsi les deux frères Salleron, qui habitaient l'un dans la très pauvre rue Saint-Hippolyte, l'autre tout près dans la rue des Gobelins, et possédaient d'après Alexandre-Jean-Baptiste Parent-Duchâtelet « une des plus vastes et des plus

belles tanneries du quartier »¹. En 1820, Claude Salleron paya 7 000 francs de contributions, soit sept fois ce qu'il fallait pour devenir « grand électeur » (ayant le droit de voter à la fois dans le collège d'arrondissement et dans le collège départemental). Adeline Daumard – dont les travaux demeurent la référence de base pour toute étude de la bourgeoisie parisienne – le place dans les « milieux supérieurs de la bourgeoisie parisienne »². Brièvement conseiller général du département de la Seine sous l'Empire, chef de légion dans la garde nationale en 1814 et à nouveau en 1819, membre du Conseil général des manufactures, il fut élu à la Chambre des députés en 1822³. Son frère Joseph, adjoint au maire du XII^e arrondissement de 1800 à 1814 et membre du Tribunal du commerce, jouissait en 1812 de revenus estimés à 25 000 francs. Dix seulement des trente-cinq maires et adjoints de Paris dépassaient ce niveau de revenu⁴. Les deux fils de Joseph restèrent dans le quartier : en 1828 ils payaient l'un 1 734 et l'autre 2 031 francs d'impôts, ce qui les plaçait parmi le quart des électeurs les plus riches de Paris⁵. L'un des fils Salleron devint à son tour adjoint au maire du XII^e arrondissement en 1829 et maire en 1830. L'année suivante le ministre de l'Intérieur lui promit une place de préfet⁶.

Si les Salleron se distinguaient par leur richesse et leur appartenance à l'élite manufacturière et administrative de la ville, d'autres industriels du faubourg Saint-Marcel ont également connu une réussite exceptionnelle. Nicolas Antoine Dheur, fabricant de bleu, payait plus de 1 400 francs d'impôts en 1828. En 1834, il était l'un des trois électeurs représentant aux élections des juges du Tribunal du commerce les 192 patentés de la capitale du secteur des « couleurs et vernis »⁷. Il y avait rejoint le couvreur Jean-François Albinet, qui laissa en 1842 une succession bien au-dessus de 200 000 francs, – ce qui d'après les calculs d'Adeline Daumard le plaçait dans les trois pour cent des Parisiens les plus riches⁸. On pourrait multiplier les exemples : les teinturiers Jean-Baptiste Vérité et son fils, les tanneurs Auguste Bricogne, Louis Levé et Edme Huguet-Magnan, plusieurs fabricants de couvertures et

1. Alexandre Parent-Duchatelet, cité dans Joël Audefroy, *La formation du Val de Bièvre. Essai d'interprétation architecturale de l'histoire*, Paris, Corda, 1977, p. 64.

2. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, Éditions Albin Michel, 1996 (1^{re} édition 1963), p. 568.

3. Arch. nat. (Archives nationales), F9 658 et 670 et Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 149. Bertrand Gille, *Le conseil général des manufactures. Inventaire analytique des procès-verbaux 1810-1829*, Paris, S.E.V.P.E.N. (Imprimerie nationale), 1961, p. xxvi. *Notes biographiques sur les membres des assemblées municipales parisiennes et des Conseils généraux de la Seine de 1800 à nos jours*, s.l. [Paris], Ville de Paris, Commission des travaux historiques, s.d., p. 49.

4. *Almanach impérial*. Arch. nat., F1b II Seine 9, no. 37.

5. Arch. Paris (Archives de Paris), VD6 629, no. 2. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 53.

6. Jean Tulard, *Paris et son administration, 1800-1830*, Paris, Ville de Paris, Commission des travaux historiques, 1976, p. 421. Arch. nat., F1d II S2, dossier Salleron.

7. Arch. Paris, VD6 629. Arch. Paris, Chambre de commerce, série I. 2. 23.

8. Arch. Paris, DQ8 1015, no. 1290. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 65.

de coton de la rue Saint-Victor, le brasseur Jacques Auguste Masson. Bien que peu nombreux, les manufacturiers du faubourg et des alentours, et au second rang quelques riches boutiquiers du quartier, faisaient partie de l'élite commerçante de Paris.

Notons également la présence dans ce même faubourg, grâce à la manufacture des Gobelins et à la proximité du Jardin des Plantes et par conséquent du Muséum d'histoire naturelle, de scientifiques célèbres tels que Antoine-Laurent de Jussieu, Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire ainsi que les chimistes André Laugier et Augustin Roard, qui étaient assez connus à l'époque. Geoffroy-Saint-Hilaire était membre de l'Académie des sciences et officier de la Légion d'honneur et il fut élu à la Chambre des représentants pendant les Cent Jours. En 1804, il avait épousé Angélique Jeanne Louise Pauline Brière de Mondétour, fille du maire du II^e arrondissement, qui apporta une dot de 80 000 francs. Il acheta de nombreux biens nationaux et parut dans la liste des 60 personnalités les plus imposées du département. À sa mort, il laissa une succession de 184 000 francs. Laugier aussi était riche : en 1820, il payait 1 700 francs d'impôts ⁹.

Ainsi, malgré sa réputation et son emplacement périphérique, le faubourg Saint-Marcel comptait au début du XIX^e siècle un certain nombre de familles bourgeoises qui par leur richesse, leur participation politique et leur réputation valaient bien celles des autres quartiers de la ville.

DES ORIGINES RÉVOLUTIONNAIRES

Le destin de ces individus et de ces familles, à quelques exceptions près, s'était forgé dans le creuset révolutionnaire ¹⁰. J'ai montré ailleurs que la plupart des familles du faubourg Saint-Marcel prééminentes à la fin de l'Ancien Régime ne bénéficièrent guère de la Révolution. Quelques-unes disparurent entièrement, ruinées par la perte de leurs investissements et par la crise des industries de luxe et d'exportation. D'autres conservèrent une certaine notabilité locale mais ne surent maintenir leur place dans l'élite, ayant rarement les ressources nécessaires pour faire partie du corps électoral sous la Restauration ¹¹. Ce qui est frappant, quand on compare les principaux habitants du quartier avant et après la Révolution, c'est l'essor des nouveaux venus et la façon dont ils surent profiter des conditions économiques et politiques de la Révolution

9. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, *Vie, travaux et doctrine scientifique d'Etienne Geoffroy Saint-Hilaire, par son fils*, Paris, Bertrand, 1847, p. 83-199. Arch. nat., AF IV, *Liste des 60 plus imposés du département de la Seine*, s.l., an XIII. Arch. nat., Minutier central, étude CXXI, 9 septembre 1844. Arch. nat., F9 670.

10. L'observation n'est pas nouvelle : voir Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 300-305.

11. David Garrioch, « Les bourgeois du faubourg Saint-Marcel avant et après la Révolution » dans Jean-Pierre Jessenne et Gérard Gayot [dir.], *Révolution française et changement social : Vers un ordre bourgeois ? Actes du symposium international (Lille les 12-13-14 janvier 2006)*, à paraître.

et de l'Empire. Les frères Salleron déjà cités, fils d'un fermier de Drouilly (Marne) et venus à Paris vingt ans avant 1789, s'installèrent dans le centre de Paris et se constituèrent alors une petite fortune dans la corroierie. Mais jamais ils n'auraient pu, sous l'Ancien Régime, rêver des richesses ou de la carrière politique que leur ouvrit la Révolution et l'Empire. Avant 1789, bien que Claude Salleron servît comme juré de sa corporation, les frères manifestaient un certain mépris pour les règlements en se mêlant du commerce en gros et en achetant illégalement les cuirs frais. Lorsque la Révolution abolit les corporations, ces pratiques devinrent légales et ils purent bénéficier sans encombre des réseaux qu'ils avaient déjà mis en place. En 1792, ils profitèrent des difficultés financières d'un confrère pour acheter une grande tannerie dans le faubourg Saint-Marcel et par la suite personne n'était mieux placé qu'eux pour profiter de l'augmentation subite de la demande de cuir provoquée par les guerres révolutionnaires. Il est presque certain que Claude Salleron acheta des biens nationaux ¹².

La Révolution leur permit également une carrière politique. Joseph représenta le district de Saint-Jean-en-Grève en 1789 et fut membre de la Société des Amis de la Constitution en 1790 ; dans le faubourg Saint-Marcel, il présidait le comité de bienfaisance. Après Thermidor, il fut nommé au Comité civil, ce qui lui apporta l'expérience administrative ainsi que les réseaux qui permirent – joints à sa richesse – sa nomination à la place d'adjoint au maire de l'arrondissement. Claude s'abstint de toute activité politique pendant la Révolution mais sa richesse et son importance dans la tannerie le firent nommer en 1810 au sein du premier Conseil général des manufactures. Les circonstances de l'Empire – les guerres qui assuraient d'importants contrats militaires, l'importance nouvelle accordée au commerce, l'accès aux places que permettait la richesse indépendamment des origines, ainsi que les honneurs départis aux serviteurs fidèles de l'Etat –, tout concourut à affermir la réussite des frères Salleron ¹³.

Si Les Salleron devinrent les plus riches et les plus illustres des bourgeois du quartier, ils ne furent pas les seuls ni à faire fortune sous la Révolution et l'Empire ni à fonder une dynastie. Les auvergnats Etienne et Jean-François Albinet, modestes couvreuriers arrivés à Paris peu avant la Révolution, acquérèrent également une fortune considérable. En 1807, Etienne employait 400 ouvriers et son frère 150. L'un d'eux (son prénom n'est pas indiqué) avait emporté le prix à l'exposition de 1806 ¹⁴. Etienne servit au conseil de l'église paroissiale, avec plusieurs interruptions, de 1803 à 1825 et en 1810 il fut nommé au Bureau de bienfaisance par le ministre de l'Intérieur. En 1827, il

12. David Garrioch, *The Formation of the Parisian Bourgeoisie*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 1996, p. 215-218.

13. *Ibidem*.

14. Arch. nat., F7 4794 et F20 255. Jean Tulard, *Paris et son administration*, ouv. cité, p. 236, note 29.

laissa une fortune de plus de 66 000 francs, ce qui le situait parmi les quatre pour cent d'individus les plus riches de Paris. Un an plus tard, Jean-François Albinet était la quatrième personnalité la plus imposée du quartier ; il mourut trois fois plus riche encore que son frère aîné. Et le lignage continua : son neveu fut élu, avec un des fils Salleron, pour représenter les propriétaires du quartier en 1850 ¹⁵. Il est difficile de saisir les étapes précises de la constitution de ces fortunes mais, comme les tanneurs, les couverturiers bénéficièrent considérablement des contrats militaires pendant la Révolution et l'Empire.

Un autre fabricant de couvertures, David Bacot, profita non seulement de la demande accrue générée par les guerres mais également de la liberté de conscience accordée par la Révolution. Protestant tourangeau, il arriva à Paris peu avant ou au début de la Révolution, suivant son cousin qui avait acheté une grande manufacture dans la rue Saint-Victor que David semble avoir repris par la suite. La famille était donc déjà riche et, en 1790, il était l'un des plus grands employeurs du quartier avec 150 à 200 ouvriers. En 1807, il en avait 460. Il avait acheté des biens nationaux dans le quartier et vraisemblablement ailleurs. Soit par choix personnel soit par un reste de préjudice contre les protestants, David Bacot ne semble jamais avoir occupé d'office ; néanmoins, en 1828, son fils était l'électeur le plus imposé du quartier ¹⁶.

La Révolution et l'Empire jouèrent également en faveur des scientifiques. Etienne Geoffroy-Saint-Hilaire, fils d'un procureur au tribunal d'Etampes, était destiné à devenir chanoine dans sa ville natale. Mais la Révolution lui offrit d'autres possibilités. En 1793, la Convention créa le Muséum d'histoire naturelle et Geoffroy-Saint-Hilaire fut nommé à la chaire de zoologie. Il accompagna Bonaparte en Egypte et la bienveillance de l'Empereur lui valut par la suite des honneurs. Il dut sa richesse aux achats de biens nationaux et à son mariage avec une Brière de Mondétour, une grande famille parisienne qui n'aurait jamais accepté, sous l'Ancien Régime, ce parvenu provincial ¹⁷.

Toutes les familles les plus riches du quartier à la fin de la Restauration – les Salleron, les Albinet, les Bacot, les Dheur, les Bricogne, les Geoffroy-Saint-Hilaire – n'étaient donc apparues dans le quartier que peu avant ou peu après 1789. Aucune d'entre elles, à l'exception possible de celle de Bricogne, fils d'un riche mercier sous l'Ancien Régime, n'eût pu réussir de la sorte sans les bouleversements révolutionnaires. Les guerres et les contrats militaires, la vente des biens nationaux, le Blocus continental et l'encouragement à l'in-

15. Arch. Saint-Médard (Archives de la paroisse Saint-Médard). Arch. Ass. Pub. (Archives de l'Assistance publique), nouvelle série, 2^e liasse, reg. 2, 9 août 1810. Arch. Paris, DQ7 3980, no. 596. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 65. Arch. Paris, VD6 629, no. 2. Arch. Paris, DQ8 1015, no. 1290. Eugène Cramouzaud, *Études sur la transformation du XIF arrondissement et des quartiers anciens de la rive gauche*, Paris, Guillaumin et Cie, 1855, p. 74.

16. Haim Burstin, *Le Faubourg Saint-Marcel à l'époque révolutionnaire*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1983, p. 189. Arch. nat., F20 255. Arch. Paris, D12 U1 43, 13 germinal an X. Arch. Paris, VD6 629, no. 2. Sur la famille Bacot, <http://huguenots-france.org/france/loire/tours/tours.htm>, consulté le 2 juin 2006.

17. Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, *Vie, travaux et doctrine...*, ouv. cité.

dustrie sous Napoléon permirent un enrichissement rapide qui aurait été inimaginable auparavant. La destruction des corporations facilita dans certains cas des changements de secteur et des pratiques commerciales interdits sous l'Ancien Régime. Et la valorisation de la richesse, quelles que fussent les origines sociales, géographiques ou religieuses des familles, permit aux nouveaux venus et à leurs fils un accès inespéré aux honneurs et aux postes.

UNE OLIGARCHIE BOURGEOISE

La richesse et l'accès aux honneurs créèrent une nouvelle notabilité sous l'Empire et la Restauration. Mais il ne suffit pas d'évaluer les revenus et les biens pour décrire la bourgeoisie parisienne de ces premières décennies du XIX^e siècle : Edward P. Thompson ou, sur un autre registre, Pierre Bourdieu, ont souligné combien ce sont les comportements qui définissent une classe sociale et qui font d'elle un phénomène en perpétuel devenir. Pour Edward P. Thompson, il s'agissait surtout de comportements économiques et politiques mais aussi de pratiques culturelles et bien entendu des rapports de pouvoir entre les différents acteurs sociaux et économiques. Pour Pierre Bourdieu, les classes sociales n'existent que lorsque les acteurs sociaux les construisent « dans la coopération et dans le conflit »¹⁸.

Dans le Paris du début du XIX^e siècle, les rapports quotidiens dans les ateliers, dans les maisons et dans la rue nous échappent à cause de la destruction des archives policières. Cependant, trois institutions nous permettent de saisir les bourgeois du quartier dans leurs rapports avec les autres habitants, dans leurs relations réciproques et – ce qui est non moins important – dans leurs rapports avec l'État : la garde nationale, les bureaux de bienfaisance et les fabriques paroissiales. Méconnues par les historiens, elles étaient pourtant à la fois des sources de notabilité et des cadres d'action et de protection des intérêts économiques et sociaux d'une bourgeoisie en formation.

La garde nationale, supprimée en 1802, fut rétablie brièvement en 1809 et de nouveau en 1814, mais ses rangs furent fermés aux ouvriers et aux artisans. Certaines compagnies défendirent Paris contre les alliés mais en général la garde s'occupa surtout de contenir la population lors du retour des Bourbons, ce qui incita la monarchie à la maintenir jusqu'en 1827¹⁹. Pendant cette période elle n'eut qu'un rôle cérémonial mais qui permettait aux hommes de jouer aux soldats – et il faut rappeler le grand prestige des

18. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, Harmondsworth, Penguin Books, 1963, traduction française *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Éditions Gallimard/le Seuil, 1988, 797 p. Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Éditions du Seuil, 1994, p. 28.

19. Jean Tulard, *Nouvelle histoire de Paris. Le Consulat et l'Empire*, Paris, Hachette, 1970, p. 364, 367, 370. Guillaume Bertier de Sauvigny, *Nouvelle histoire de Paris. La Restauration*, Paris, Hachette, 1977, p. 39-40.

militaires au sortir de l'Empire. « On ne se croyait rien si l'on ne portait un sabre ou un habit brodé », se souvint un contemporain ²⁰. Commander des hommes flattait également l'orgueil d'individus avides d'honneurs : d'après le banquier François Cottier, « Duroux et Lasalette, agens de change [...] trouvoient agréable de commander à des banquiers et à des négocians » ²¹. L'uniforme et le rang d'officier apportaient un capital symbolique important : ainsi ne manquait-on jamais de notables et de commerçants candidats aux grades de la garde nationale. Le rang d'officier conférait d'ailleurs un pouvoir, à la fois symbolique et réel, sur les civils. En témoigne une lettre du nouveau directeur des Gobelins qui, soucieux d'y rétablir la subordination, suggérait au Ministre en 1816 « de combiner [son] service dans la garde nationale avec [ses] fonctions d'administrateur, de manière à avoir sur les ouvriers une autorité à la fois civile et militaire » ²².

Les quarante-huit bureaux de bienfaisance furent créés en l'an IX. Composés de six hommes nommés par le maire de l'arrondissement, ils permettaient aux principaux habitants de s'occuper des bonnes œuvres, que ce soit par souci d'humanité, par désir d'affirmer et de maintenir leur statut de notables, ou tout simplement par attrait pour le pouvoir attaché à cet office. Car le bureau arrêtait les listes des indigents, nommait les bénéficiaires des lits à l'hôpital des Incurables, surveillait les écoles publiques et avait le pouvoir d'accorder, à des pauvres choisis, des bienfaits tels qu'une robe de première communion, des médicaments, des couvertures et des chaussures. En hiver, il distribuait la soupe fournie aux pauvres par la Société philanthropique, à laquelle souscrivaient certains membres du bureau. En 1811, le bureau organisa le retrait des effets mis en gage par les pauvres du quartier au Mont-de-piété. Le pouvoir de proposition du médecin des pauvres offrait aux membres du bureau la possibilité de placer un jeune homme qui leur serait sans doute reconnaissant – en 1813 un jeune parent des Salleron fut nommé à ce poste. Les réunions du bureau rassemblaient toutes les semaines des notables du quartier, renforçant leurs liens mutuels et les distinguant aux yeux de la population locale. Après la retraite d'un membre, ceux qui restaient proposaient au ministre de l'Intérieur des candidats pour la place vacante. Ils contrôlaient ainsi l'accès à l'office, tout en déterminant quels noms seraient portés à l'attention du pouvoir. Le bureau fournissait également des occasions de se montrer en public, de faire des discours et des quêtes, de côtoyer le curé, le maire et les officiers municipaux, bref d'accomplir les gestes symboliques du pouvoir. Les notables du faubourg Saint-Marcel partageaient le sentiment, typique des élites de l'époque, que les pauvres étaient incapables de gérer l'ar-

20. Jean Tulard, « Problèmes sociaux de la France napoléonienne », dans *Annales historiques de la Révolution française*, tome 199, janvier-mars 1970, p. 135-160 (p. 149).

21. Jean-Jacques Hemardinquier, « Une correspondance de banquiers parisiens (1808-1815). Aspects socio-politiques », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 17, 1970, p. 514-539 (p. 521-522).

22. Arch. nat., O3 1515, Des Rotours au Comte de Pradel, 21 mai 1816.

gent : aussi ne distribuait-ils aucun secours en argent mais uniquement en pain, en habits et autres nécessités. Ils embrassaient les vues scientifiques qui distinguaient aux yeux des contemporains les hommes dignes de gouverner, en prêchant par exemple les bienfaits de la vaccination ²³.

La fabrique de la paroisse fonctionnait d'une façon similaire. Également composée de six hommes, choisis par un conseil général de la paroisse et approuvés par l'archevêque, elle administrait le temporel de l'église : les meubles et les immeubles, les réparations, le salaire des prêtres, l'achat des ustensiles, le bail des chaises. Elle embauchait les employés – le suisse, le bedeau, les enfants de chœur – et décidait des priorités. Les membres de la fabrique jouissaient d'une place d'honneur à la messe, faisaient des quêtes et présentaient le pain béni. Comme les membres du bureau de bienfaisance, ils côtoyaient le curé et les visiteurs distingués comme le maire et l'archevêque. Leurs femmes et filles partageaient sans doute cette gloire, ayant elles aussi une place d'honneur dans l'église.

On ne s'étonnera pas de constater qu'en choisissant les officiers de la garde nationale et les membres du bureau de bienfaisance et de la fabrique les autorités puisaient dans les mêmes milieux. En 1814, Claude Salleron fut nommé chef de la douzième légion de la garde nationale. Augustin Bricogne, gendre de Joseph Salleron, fut nommé chef de bataillon aux côtés du chimiste Roard. Le botaniste Georges Cuvier, collègue et rival de Geoffroy-Saint-Hilaire, fut également candidat mais ne fut pas choisi. En 1820, Claude Salleron était toujours chef de légion et son neveu occupait le rang de lieutenant. Les cinq compagnies du bataillon de Saint-Marcel étaient alors commandées respectivement par Jean André Lucas, minéralogiste au Jardin du Roi, Jacques Isidore Thorin, un riche épicier, François-Mathurin Angot des Rotours, administrateur des Gobelins, Louis Houette, un tanneur aisé et électeur de la Chambre de commerce avec Salleron et Lallemant, et André Laugier, professeur de chimie au Jardin du Roi. Vers la même époque, les tanneurs Lecomte et Huguet-Magnan, le marchand de bleu Dheur, le couvreur Bacot, les fils des Salleron, de Lecomte, de Houette et de Levé furent tous nommés officiers de la garde ²⁴.

Nous ne possédons les listes du bureau de bienfaisance que pour les années 1810 à 1816 mais certains noms reviennent : Albinet, Salleron, Dheur, Levé, Masson, Huguet-Magnan et plusieurs autres qui figurent également dans les rangs des officiers de la garde nationale. Et ce fut Joseph Salleron, adjoint du maire, qui installa les nouveaux membres du bureau de bienfaisance, le 9 juillet 1812 ²⁵.

Les protestants étaient bien entendu exclus des fabriques des paroisses

23. Arch. Ass. Pub., nouvelle série 96, 2^e liasse, registre 2, Bureau de bienfaisance de la Division du Finistère, 4 janvier 1810 – 20 juin 1816.

24. Arch. nat. F9 658 et F9 670.

25. Arch. Ass. Pub. nouvelle série 96, 2^e liasse, reg. 2.

mais les fabricants et les riches commerçants, les fonctionnaires et les scientifiques s'y retrouvaient. Les frères Albinet, les frères Salleron et leur parent Bricogne, Dheur père et fils, un avocat de la Cour des Comptes et les directeurs successifs des Gobelins, Jussieu et plus tard Laugier et Geoffroy-Saint-Hilaire du Jardin du Roi ôtaient leurs uniformes de la garde nationale pour se retrouver au conseil après la messe. Il n'est donc pas étonnant que l'« intérêt public » auquel les fabriciens se dévouaient coïncidât parfois avec celui des employeurs. Ils trouvaient ainsi urgent de remplacer les cloches de l'église, attendu « qu'il se trouve sur cette paroisse quantité d'ouvriers assujettis à l'heure »²⁶. Les différentes institutions travaillaient quelquefois ensemble, par exemple quand la garde nationale maintenait le bon ordre pendant la distribution de la soupe aux pauvres en 1811²⁷.

Non négligeable aussi était le pouvoir que le statut de notable – manifesté par une nomination d'officier de la garde nationale, de fabricien, ou de membre du bureau de bienfaisance – accordait à l'individu. Car tout, à l'époque de la Restauration comme sous le Directoire et l'Empire, dépendait des recommandations. Le député, le maire de l'arrondissement et son adjoint, le secrétaire du ministre, le président d'une cour de justice, tout homme en place était sollicité pour appuyer des demandes de postes, de pensions, de permissions. Dans le cadre local également, tel ouvrier qui demandait une place de porteur de pompes funèbres obtint un certificat de son ancien employeur, membre du bureau de bienfaisance. Tel instituteur appauvri, espérant une place de garçon de bureau, fit parapher sa pétition par tous les membres du bureau. Le père Bricogne signa un certificat en faveur de l'un des fils Savouré²⁸. Chaque signature affirmait symboliquement le pouvoir du petit nombre d'hommes et de familles qui dominaient les institutions locales et qui, par leur statut de notables, avaient un accès privilégié à l'autorité de l'État.

LA FORMATION D'UNE CLASSE

Sarah Maza nous rappelle qu'un groupe social n'existe que si ses membres se reconnaissent²⁹. Or, le langage – par exemple l'usage (ou non) du terme « bourgeois » sur lequel insiste Maza – nous en offre une estimation rapide. Mais parler et nommer sont des manières d'agir et il faut tenir compte éga-

26. Arch. Saint-Médard, « Registre de délibérations des assemblées de la fabrique de la paroisse de Saint-Médard », 1803 – 1848. Citation f° 6, 15 avril 1804.

27. Arch. Ass. Pub., nouvelle série, 96, 2^e liasse, reg. 2, 30 novembre 1811.

28. Arch. nat., F1dII G11, dossier Guibert, dossier Guilbert. Yollande Zephirin, « Curieux certificats concernant Bon Amable Savouré », dans *La Montagne Sainte Geneviève et ses abords*, n° 193, novembre 1976, p. 60-61.

29. Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie. An Essay on the Social Imaginary, 1750-1850*, Cambridge (Massachusetts), Harvard University Press, 2003, p. 5-11.

lement d'autres comportements. Pour qu'une classe existe, il faut que les personnes qui la constituent s'identifient et qu'elles ne réagissent pas envers leurs semblables de la même façon qu'envers d'autres groupes. Ces réactions ne sont pas nécessairement amicales car les acteurs sociaux qui ont les mêmes intérêts peuvent se trouver en compétition autant qu'en complicité. En général, pourtant, ils agiront de concert contre toute menace extérieure.

Nous avons vu que dans leurs rapports avec la population, les bourgeois du faubourg Saint-Marcel défendaient leurs intérêts personnels, familiaux et collectifs. Ils se reconnaissaient en se nommant aux conseils de fabrique et au bureau de bienfaisance. On observe également un certain nombre d'alliances locales, renforcées quelquefois par des associations commerciales et des amitiés de famille. Plusieurs des principales familles du faubourg Saint-Marcel se marièrent entre elles au sein du quartier. Trois enfants de la famille Albinet épousèrent des Savouré, descendants d'une famille importante de directeurs d'école du faubourg. Une autre Albinet se maria avec François Juglar, riche mégissier sur la Bièvre, qui figura lui-aussi sur la liste des électeurs en 1828³⁰. Nicolas Antoine Dheur, déjà évoqué, épousa Marie Lallemant, fille d'un des principaux tanneurs du quartier au début du siècle. L'associé de Lallemant père, Pierre Lecomte, était un ami de la famille Salleron³¹. Ils appartenaient au même milieu familial et social.

Les alliances au sein du quartier ne faisaient que renforcer une oligarchie : elles ne montrent pas à elles seules l'existence d'une classe bourgeoise. Car une classe est aussi une catégorie géographique, qui dans l'usage quotidien peut être nationale, régionale, ou municipale. Dans tous les cas, elle dépasse les limites d'un seul quartier. Or, les principales familles du faubourg appartenaient à des réseaux qui traversaient la ville et souvent la province. Elles s'alliaient avec d'autres secteurs de la bourgeoisie parisienne, à l'exemple de Marie-Françoise Salleron, fille du maire adjoint du XII^e arrondissement, qui épousa en 1805 le fils du maire du VI^e arrondissement, Augustin Bricogne. Celui-ci s'associa en 1809 à son beau-frère Augustin Salleron et s'installa sur la Bièvre³². Un des fils de Joseph Salleron se maria avec la fille d'un riche marchand de bois du faubourg Saint-Honoré qui figurait lui-aussi dans les listes des principaux commerçants de Paris pendant toute la période de la Restauration. Et si l'une des deux filles du député Claude Salleron épousa un tanneur du quartier, l'autre se maria avec un riche notaire du quartier Saint-Eustache. Une génération plus tard, la fille d'Augustin Bricogne et de Marie-Françoise Salleron épousa la fille du banquier Martin Puech. Les

30. Arch. Paris, état civil reconstitué, mariages. Arch. nat., Minutier central, étude LXVI 730, 12 pluviôse an XI.

31. Arch. Paris, Archevêché no. 2845, baptêmes à Saint-Médard, 1824. Sur Lallemant, Arch. nat., F20 255, XII^e arrondissement, 1807. Sur Lecomte, voir Haim Burstin, *Une révolution à l'œuvre. Le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Paris, Éditions Champ Vallon, 2005, p. 702 et Arch. Paris, D12 U1 39, 5 prairial an II.

32. Arch. nat., Minutier central, étude CVIII 907, 16 juin 1809.

beaux-frères de François Albinet habitaient dans le faubourg Saint-Honoré et celui de Nicolas Antoine Dheur dans le faubourg Saint-Antoine³³. De façon générale, plus la famille était riche, plus nombreux étaient les liens extérieurs au quartier.

Les alliances ne représentaient qu'un fil dans la nouvelle identité que se tissaient les bourgeois du quartier après la Révolution, une identité qui n'était plus locale et qui était moins liée au métier. Une comparaison avec les marguilliers de l'église paroissiale avant 1789 nous montre l'importance du changement. Avant la Révolution, les marguilliers formaient une oligarchie qui excluait les étrangers : presque tous étaient nés dans le quartier et appartenaient à des familles enracinées depuis une ou plusieurs générations. La plupart y moururent. Les quelques nouveaux venus avaient presque sans exception épousé des filles du quartier. Les continuités professionnelles, de père en fils mais également entre père et gendre, étaient très marquées. Par contre, entre 1803 et 1830, cinq seulement sur 31 membres de la fabrique dont nous connaissons les origines étaient nés dans le faubourg. Au moins neuf venaient de province et deux d'autres pays. Nombreux aussi furent ceux qui démissionnèrent parce qu'ils allaient quitter le quartier, une éventualité qui était très rare sous l'Ancien Régime. Leurs liens de parenté et leurs horizons étaient beaucoup plus larges³⁴. Les changements de profession de père en fils et les alliances avec des familles dans d'autres secteurs économiques et professionnels étaient devenus beaucoup plus fréquents.

Ces bouleversements avaient commencé avant 1789 mais, comme je l'ai montré ailleurs, la Révolution et l'Empire les accélérèrent fortement³⁵. La disparition des corporations avait supprimé bien des avantages économiques de l'endogamie professionnelle et facilita le mouvement entre les différents secteurs économiques, – ce qui impliquait quelquefois un changement de quartier. L'abolition des offices et la crise des industries de luxe obligèrent de nombreux bourgeois à trouver d'autres emplois, souvent dans d'autres parties de la ville. La tolérance religieuse permit aux Protestants de s'aventurer plus loin et même d'entrer au service de l'État. Les nouvelles divisions administratives – les districts, puis les sections – mêlèrent des hommes qui ne s'étaient jamais rencontrés auparavant ; les pratiques politiques révolutionnaires encouragèrent les contacts entre les bourgeois des différents quartiers de la ville dans le cadre des assemblées municipales et des clubs et en multi-

33. Sur les Salleron, Arch. nat., Minutier central, étude CVIII 907, 10 janvier 1809. Arch. Paris, Chambre de commerce, série I, 2.23, Listes des électeurs notables commerçants du département de la Seine. Arch. Paris, Archevêché 2845, baptêmes, Saint-Médard, 1824. Louis Bergeron, *Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire*, Lille, Atelier reproduction des thèses, 1975, 2 tomes, tome 1, p. 99. Sur Albinet, Arch. Paris, D12 U1 43, 21 ventôse an X. Sur Dheur, Arch. nat., Minutier central, étude VII 607, 24 septembre 1814.

34. Adeline Daumard remarque le pourcentage élevé de provinciaux et la fréquence des mariages entre différents arrondissements dans la « moyenne » et la « bonne » bourgeoisie mais elle n'étudie pas la situation prérévolutionnaire : *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 271-285, 293, 384-387.

35. David Garrioch, *The Formation of the Parisian Bourgeoisie...*, ouv. cité.

pliant les liaisons entre les comités des districts et des sections. Par la suite, la création des arrondissements et des collèges électoraux tissa de nouveaux liens entre les bourgeois des différents quartiers, car ces divisions étaient beaucoup plus étendues que les paroisses ou les sections révolutionnaires. La garde nationale également, qui pendant la Révolution faisait le service dans tous les quartiers de Paris, créa de nouveaux liens, surtout entre les officiers. Sous l'Empire et la Restauration, elle réunissait dans les mêmes bataillons des industriels, des marchands, des banquiers, des professeurs, des employés et des fonctionnaires et elle leur donnait le moyen de défendre ensemble un ordre social et un système de valeurs.

Il faut donc insister sur le rôle de l'État et des événements politiques dans la formation de la bourgeoisie parisienne. Les nouvelles structures légales et politiques favorisèrent les changements sociaux que nous avons observés. L'État récompensait certains comportements et en réprimandait d'autres : il valorisait la recherche de la richesse et de l'influence et contribua ainsi à créer un important capital symbolique dont certains acteurs sociaux surent profiter plus que d'autres. Ceci dit, l'État n'est pas une force naturelle mais procède lui aussi de compromis entre les acteurs sociaux : la bourgeoisie parisienne joua également un rôle dans la création des conditions qui favorisèrent sa transformation.

Les idéologies politiques et sociales qui unissaient la nouvelle bourgeoisie étaient elles aussi une réponse aux conditions historiques du début du XIX^e siècle. Le besoin d'ordre, bien entendu, la peur de nouveaux bouleversements capables de menacer le commerce, la paix sociale, la propriété. La philanthropie également était un élément important qui renforçait – nous l'avons vu dans le cas du bureau de charité – les liens de dépendance entre patrons et ouvriers, riches et pauvres. Elle maintenait ainsi doublement l'ordre social car elle palliait les pires effets de l'inégalité en soutenant les pauvres que les bourgeois du faubourg avaient en permanence sous les yeux. En même temps, les associations philanthropiques liaient ces bourgeois à leurs semblables dans d'autres quartiers de la ville et les mettait en contact avec les nobles qui en étaient les patrons : Salleron, Geoffroy-Saint-Hilaire et Bricogne père souscrivaient tous à la Société philanthropique et il est probable que certaines femmes bourgeoises du quartier participaient aux travaux de la Société de charité maternelle. Mais c'était aussi un élément identitaire, une preuve de la supériorité morale qui justifiait à leurs yeux leur réussite ³⁶.

Il faut insister également sur l'importance des idéologies du genre,

36. *Rapports et comtes rendus de la Société philanthropique de Paris, pendant l'année 1807*, Paris, Baron, 1808, p. 82, 88, 89. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 520-526. Voir aussi Barbara Corrado Pope, « Angels in the Devil's Workshop : Leisured and Charitable Women in Nineteenth-Century England and France » dans Renate Bridenthal et Claudia Koonz (eds), *Becoming Visible : Women in European History*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 296-324 et Stuart Woolf, « The Société de charité maternelle, 1788-1815 » dans Jonathan Barry et Colin Jones (eds), *Medicine and Charity before the Welfare State*, London, Routledge, 1991, p. 98-112.

notamment de la domesticité, car l'ordre social reposait sur une hiérarchie de richesse et de talents masculins qui impliquait la subordination des femmes. La dimension légale de cette subordination est bien connue mais l'insistance sur les vertus privées des femmes et l'exclusion des bourgeoises mariées du monde des affaires furent tout aussi efficaces. L'acte de société conclu par Augustin Salleron et Augustin Bricogne en 1809 stipulait ainsi que si l'un d'eux venait à mourir sa femme aurait la faculté de continuer à condition de payer un commis pour aider dans la gestion³⁷. Ce n'était pas toujours le cas et les veuves en particulier reprenaient souvent les affaires de leur mari, mais symboliquement l'entreprise familiale était devenue masculine. Ce fait était proclamé par la transformation du nom des entreprises : les enseignes traditionnelles cédaient la place au patronyme. « Je trouve un orgueil mille fois plus superbe, écrivait Victor Fournel en 1858, dans la plupart des enseignes ordinaires, composées tout simplement d'un nom propre... BERAUD, DUMONT, DURAND... »³⁸.

Un autre élément des valeurs bourgeoises au début du XIX^e siècle était la religion concordataire, elle aussi garante de l'ordre social. Pour certains bourgeois du faubourg Saint-Marcel, la foi jouait un rôle personnel significatif : les Savouré par exemple étaient des jansénistes inébranlables. Les Albinet, qui s'allièrent aux Savouré d'ailleurs, étaient également très pratiquants et contribuèrent au rétablissement de la paroisse en 1795. Les frères Salleron, par contre, ne s'étaient jamais montrés très fervents et il est probable qu'à leurs yeux la religion était surtout une nécessité sociale. Il est probable, bien que nous n'ayons pas de témoignages dans le faubourg, que dans beaucoup de familles les femmes donnaient plus de place à la religion que les hommes³⁹.

Cette religiosité accompagnait un certain libéralisme, assez typique des milieux bourgeois parisiens sous l'Empire et la Restauration. Ce n'était pas un libéralisme économique. Comme les bourgeois du Nord étudiés par Jean-Pierre Hirsch, les bourgeois parisiens désiraient la liberté du commerce mais demandaient bruyamment l'intervention de l'État pour renforcer le contrôle des ouvriers et la protection contre les importations étrangères⁴⁰. Dans le domaine politique, les libertés garanties par la Charte leur étaient chères et le droit de vote accordé aux contribuables masculins aisés leur tenait à cœur. Adeline Daumard a retracé la désaffection croissante pour le régime provo-

37. Arch. nat., Minutier central, étude CVIII 907, 16 juin 1809. Voir aussi Serge Chassagne, *Le Coton et ses patrons. France, 1760-1840*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1991, p. 583.

38. Victor Fournel, *Ce qu'on voit dans les rues de Paris*, Paris, Delahaye, 1858, p. 289. Voir David Garrioch, « House Names, Shop Signs, and Social Organization in Western European Cities, 1500-1900 » dans *Urban History*, tome 21, 1994, p. 18-46. Sur le rôle des femmes, Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 368-375. Voir aussi Geneviève Fraisse, *Muse de la Raison : la démocratie exclusive et la différence des sexes*, Paris, Éditions Alinea, 1989, 226 p.

39. Arch. nat., F19 4145, Saint-Médard. Sur la religiosité féminine, Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 366-68.

40. Jean-Pierre Hirsch, *Les deux rêves du commerce. Entreprise et institution dans la région lilloise (1780-1860)*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1991, 534 p.

quée par l'assaut que lança le gouvernement contre des institutions chères aux bourgeois – le droit de vote, la garde nationale, les écoles et la presse – et l'inquiétude que provoqua les projets d'indemnisation des émigrés. Claude Salleron, brièvement écarté de la garde nationale en 1815 à cause de ses « mauvaises opinions », fut élu comme libéral à la Chambre des Députés en 1822⁴¹. Il faut insister sur le rôle de ces événements dans la formation de la bourgeoisie parisienne. La mobilisation de l'opinion créa une unité d'action et d'esprit qui rappelait celle de 1789 mais qui touchait surtout les milieux bourgeois. Dans ce sens, le phénomène était tout à fait nouveau. Les historiens de cette époque – Mignet, Guizot, Thiers – avaient d'ailleurs fourni à la bourgeoisie parisienne un mythe fondateur, celui de la Révolution bourgeoise de 1789. « La constitution de 1791, écrivait Mignet, était l'œuvre de la classe moyenne, qui se trouvait alors la plus forte »⁴². Les campagnes libérales menées entre 1819 et 1830 prirent donc le sens d'une défense de libertés acquises en 1789. Ce n'est donc pas un hasard si, selon Sarah Maza, ce n'est que vers 1820 que « des définitions [...] d'une classe bourgeoise font leur apparition pour la première fois de façon significative dans l'histoire de France » et si « vers 1830 les notions de classes moyennes et d'une bourgeoisie et les assertions de l'importance de ce groupe étaient plus marquées que jamais avant »⁴³.

Il ne s'agit pourtant pas d'y voir une prise de conscience de la part d'un groupe qui avait toujours existé, de tracer une distinction entre classe « pour soi » et classe « en soi ». Ce n'est pas la richesse ou le capital (qu'il soit économique ou symbolique) qui définit un groupe social, ni une culture, ni une idéologie ou une mentalité⁴⁴. Il n'y a pas d'« essence » bourgeoise. La bourgeoisie, ou plus souvent les bourgeoisies, n'ont pas d'existence permanente. Une classe se crée à travers les multiples rapports individuels et collectifs qu'elle développe avec les autres acteurs sociaux dans de nombreux domaines : au sein du travail, dans l'espace public et privé, par le mariage et le clientélisme, dans les institutions philanthropiques, éducatives, politiques. La nature, la variété, la qualité de ces rapports sont d'ailleurs déterminées par les conditions propres à un certain moment historique.

L'hypothèse avancée ici est donc que les conditions qui permettent aux bourgeois de Paris de se reconnaître et de s'identifier, bref de se constituer en classe, existent au début du XIX^e siècle. C'est dans ce sens que l'on peut parler d'un processus de formation d'une bourgeoisie *parisienne* de part et d'autre de la Révolution française. Tout a concouru pendant ces années à transformer les habitudes des familles et à réduire les barrières entre les dif-

41. Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne...*, ouv. cité, p. 555-576. Arch. nat., F1 bII Seine 9.

42. François-Auguste Mignet, *Histoire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'en 1814*, Paris, Firmin Didot père et fils, 1824, 2 tomes, tome 1, p. 195.

43. Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie...*, ouv. cité, p. 150, 158. Ma traduction.

44. Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques...*, ouv. cité, p. 17-29.

férents secteurs économiques et professionnels et entre les quartiers. L'essor de la consommation et du capitalisme vers la fin de l'Ancien Régime, les bouleversements sociaux, démographiques et économiques des années révolutionnaires, la vente des biens nationaux, ensuite les conditions favorables créées sous l'Empire et la conjoncture économique de la Restauration font de cette période un moment privilégié dans l'histoire de la capitale française.

David Garrioch est professeur à Monash University (Australie)